

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article973>



Sarkozy, Omar Bongo & la démocratie : petit rappel utile...

- Repères - Débattre -



Date de mise en ligne dimanche 28 juin 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Extrait du livre « Nicolas Sarkozy ou la Françafrique décomplexée », Samuël Foutoyet, éditions Tribord, 2009 Sous-titre chapitre 3, « Des dictateurs à l'Élysée ».

« Je veux être le président de la France des droits de l'homme. [...] Je ne veux être le complice d'aucune dictature à travers le monde. »

Nicolas Sarkozy, meeting de l'UMP, Paris, 14 janvier 2007.

Le 25 mai 2007, Nicolas Sarkozy accueille Omar Bongo, second chef d'État africain reçu à l'Élysée depuis le 6 mai. La veille, le nouveau président recevait Ellen Johnson-Sirleaf, présidente depuis 2005 du Liberia, pays ravagé par quinze années de guerre civile. La première femme chef d'État d'Afrique n'a cependant été reçue qu'un quart d'heure. Omar Bongo, lui, est accueilli avec une toute autre faveur. Il faut dire que l'amitié entre les deux hommes n'est pas récente. En témoigne cette interview du dirigeant gabonais sur les ondes de Radio France International, quelques jours avant leur rencontre :



- ▶ RFI : « Depuis combien de temps vous connaissez-vous [avec Nicolas Sarkozy] ? »
- ▶ O. Bongo : « Ben, je le connais il n'était même pas encore au gouvernement. Quand Chirac était à la Mairie, dans les années 80 et quelques. »

- ▶ RFI : « Est-ce que vous vous tutoyez par exemple, ou est-ce que vous vous vouvoyez ? »
- ▶ O. Bongo : « On se tutoie ! Puisque vous voulez être dans les secrets des parfums, hier [le 6 mai, jour de l'élection] il m'a même téléphoné. Bon, alors ! Si ça peut vous arranger, voilà ! On se tutoie depuis 80 et quelques. »

- ▶ RFI : « Et alors, que vous a-t-il dit ? »
- ▶ O. Bongo : « Non, non, non... Mais vous croyez pas tout de même que je vais me livrer à ce genre de confidences, non ? Il m'a dit tout simplement : merci pour certains de tes conseils, voilà ! Et je lui ai dit félicitations pour m'avoir compris parfois. » [1]

Des conseils, le dirigeant gabonais en a copieusement prodigué. De janvier 2004 à mars 2007, il a rencontré Nicolas Sarkozy au moins sept fois, la plupart du temps dans son luxueux hôtel particulier, à Paris. [2] Le 22 mars 2007, au sortir d'un énième entretien, le futur président français est piégé par une télévision gabonaise. Un rien gêné, il confie avoir « écouté les conseils » d'Omar Bongo et « recueilli ses sentiments d'amitié ». [3]

La compagnie d'Omar Bongo est certainement très instructive, tant le dirigeant gabonais connaît bien les coulisses

de la vie politique française. Au pouvoir depuis 1967, il a connu tous les présidents de la Ve République. Son investiture fût organisée par la France. Le 17 août 1960, le général de Gaulle déclare l'indépendance du Gabon et place à sa tête Léon M'Ba, proche de l'administration coloniale. À la mort de M'Ba en 1967, Jacques Foccart choisit de le remplacer par son directeur de cabinet, membre des services secrets français : Albert-Bernard Bongo, rebaptisé Omar Bongo lorsqu'il se convertit à l'Islam en 1973. Jeune trentenaire, ce dernier fonde le Parti Démocratique Gabonais, parti unique qui régnera sans partage pendant 25 ans. En 1990, le multipartisme est instauré, mais Omar Bongo remporte invariablement toutes les élections, notoirement connues pour leur trucage. [4] L'opposition politique est encadrée par un système policier sophistiqué, utilisant intimidations, assassinats et corruption. [5]

Le Gabon et la Françafrique

Le Gabon, petit État pétrolier du golfe de Guinée d'1,4 million d'habitants, est une caricature de la Françafrique. Pays aux richesses exceptionnelles, exportant manganèse, pétrole, gaz, fer, bois et uranium, sa population reste très pauvre : système médical défaillant, infrastructures scolaires, routières et sanitaires délabrées, mortalité infantile élevée, analphabétisme. 70% des Gabonais vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Deux indicateurs résument ce paradoxe : le Gabon est le 84e pays le plus riche du monde si on considère son Produit Intérieur Brut par habitant, mais il dégringole à la 119e place sur 177 États dans le classement de l'Indicateur du Développement Humain. [6] Cet écart de 35 places, l'une des pires performances de la planète, illustre combien les richesses du pays profitent peu à la population et sont concentrées dans les mains du clan au pouvoir et des entreprises françaises. Ces dernières sont présentes dans tous les secteurs de l'économie, la France constituant 80% des investissements étrangers au Gabon. La principale entreprise est Elf, désormais TotalFinaElf. Une proximité franco-gabonaise ouvertement assumée par Omar Bongo : « L'Afrique sans la France, c'est la voiture sans le chauffeur. La France sans l'Afrique, c'est une voiture sans carburant. » [7]

Les deux pays entretiennent une coopération militaire très étroite, avec une base militaire permanente à Libreville rassemblant huit cents soldats français. Des accords spéciaux prévoient la mise en place d'une garde présidentielle supervisée par Paris. Créée par l'agent secret Bob Maloubier, équipée d'armes modernes, c'est la meilleure unité combattante du pays. [8]

Dans toutes les enquêtes sur la Françafrique, le Gabon est désigné comme une plateforme militaire, pétrolière et financière au coeur des "réseaux Foccart". Base logistique de la guerre du Biafra (qui, de 1967 à 1970, provoqua la mort de deux millions de personnes), point de départ des expéditions mercenaires de Bob Denard (qui y disposait d'un ranch d'entraînement), ou encore base arrière du coup d'État de 1997 du congolais Denis Sassou Nguesso (beau-frère d'Omar Bongo), le Gabon mérite certainement son surnom de "Foccartland". [9]

D'après les enquêtes menées pendant l'affaire Elf, Omar Bongo a participé au financement de partis politiques français, mouvances gaullistes en tête, généralement sous forme d'argent liquide. Pour l'ancien directeur de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE), Pierre Marion, « Les subsides de Bongo servent à tout le monde lors des élections françaises et créent une sorte de colonialisme à l'envers ». [10] Est-ce la raison pour laquelle tant de personnalités politiques (dont François Bayrou, lui aussi "piégé" par la télévision gabonaise) se sont empressées de rencontrer Omar Bongo pendant la campagne présidentielle de 2007, à commencer par Nicolas Sarkozy ? Non, affirme un proche du leader UMP interrogé à ce sujet : « Nicolas n'a pas besoin de valoches » [11] - allusion aux valises de billets. Entre Nicolas Sarkozy et Omar Bongo, une simple relation d'amitié ? Nicolas Sarkozy au Gabon

Quelques mois plus tard, pour clore sa première tournée africaine, Nicolas Sarkozy se rend à Libreville, capitale du Gabon. Aux journalistes s'étonnant de ce choix contradictoire avec les discours de "rupture", Nicolas Sarkozy

argumente : « En Afrique, le statut d'ancien, cela compte. Ne pas aller à Libreville, c'était humilier Bongo. [...] S'agissant du Gabon, je ne pense pas que ce soit le pays qui ait le plus à rougir du point de vue de la démocratie interne. » Vraiment ? Derniers contre-exemples en date : en janvier 2008, les autorités gabonaises suspendent les activités d'une vingtaine d'organisations de la société civile qui critiquaient la façon dont le gouvernement utilise la manne pétrolière. [12] En juin 2008, le coordonnateur de la coalition Publiez ce que vous payez [13] Gabon, Marc Ona, est interdit de sortie du territoire, accusé de porter atteinte à la sûreté de l'État, puis interpellé par la police sans charges ni mandat fin juillet 2008. [14]

Lors de sa visite, Nicolas Sarkozy annonce une réduction de 20% de la dette bilatérale du Gabon, une décote exceptionnelle qui ressemble fort à un "renvoi d'ascenseur", et qui n'empêchera cependant pas la moitié du budget du Gabon, au bord de la faillite, de passer dans le service de la dette. [15] Le président français visite également une forêt classée au nord de Libreville. Accompagné de la spécialiste britannique des primates Jane Goodall, il déclare : « Je ne veux pas qu'on pille la forêt africaine ». Près de lui, on distingue Francis Rougier, PDG d'une entreprise maintes fois dénoncée pour ses pratiques de pillage des bois africains. [16]

Une ombre vient cependant assombrir cette visite officielle : l'enquête dite des Biens mal acquis. En mars 2007, trois associations françaises, Survie, Sherpa (groupement de juristes spécialisés dans la criminalité économique) et la Fédération des Congolais de la Diaspora déposent une plainte pour « recel de détournement d'argent public » visant l'acquisition de biens en France par des chefs d'États africains et leurs familles. Cinq chefs d'État sont visés : le gabonais Omar Bongo Ondimba, le congolais Denis Sassou Nguesso, le burkinabé Blaise Compaoré, l'angolais Eduardo Dos Santos et l'équato-guinéen Teodoro Obiang. Motif ? Les biens immobiliers et financiers de ces chefs d'État en France semblent disproportionnés par rapport à leurs salaires officiels. Les trois associations puisent leurs arguments dans un rapport intitulé Biens mal acquis... profitent trop souvent, réalisé en 2006 par le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD).

En juin 2007, le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire confiée à l'Office Central de Répression de la Grande Délinquance Financière (OCRGDF). Les premières investigations aboutissent à des résultats impressionnants [17]. En témoigne cet extrait du journal Le Monde, qui publie les principales informations des trente-quatre procès-verbaux rédigés entre juin et novembre 2007 : « La découverte la plus spectaculaire se situe entre les Champs-Élysées et la plaine Monceau, dans le 8e arrondissement de la capitale. Là, un hôtel particulier a été acquis le 15 juin 2007 pour la somme de 18,875 millions d'euros par une société civile immobilière (SCI). Celle-ci associe deux enfants du président gabonais, Omar Denis, 13 ans, et Yacine Queenie, 16 ans, son épouse Edith, qui se trouve être la fille du président congolais Denis Sassou Nguesso, et un neveu de ce dernier, Edgar Nguesso, 40 ans. [...] Au total, sont répertoriés 33 biens (appartements, hôtel particulier et maisons) appartenant au gabonais Omar Bongo ou à sa famille : deux appartements avenue Foch (88 m² et 210 m²) et un de 219 m² lui aussi situé dans le 16e arrondissement. À Nice, une propriété est constituée de deux appartements, trois maisons. Ali Bongo, qui est son fils et aussi son ministre de la défense depuis 1999, est également propriétaire avenue Foch tandis que son épouse Edith possède deux immenses logements dans le 7e arrondissement, non loin de la tour Eiffel. De Nice à Neuilly-sur-Seine en passant - souvent - par le 16e arrondissement parisien, l'enquête recense aussi les propriétés de Jean Ping, ex-gendre d'Omar Bongo et actuel ministre des Affaires étrangères, et d'autres fils du président gabonais comme Omar-Denis junior et Jeff, ainsi que ses filles comme Audrey, Yacine Queenie, ou petite-fille comme Nesta Shakita. » [18]

Les enquêteurs répertorient onze comptes ouverts au nom d'Omar Bongo à Paris, Nice ou Créteil, ainsi que l'achat d'un impressionnant parc automobile de luxe. La richesse immobilière et les revenus publics du président gabonais sont largement disproportionnés par rapport à son salaire officiel, 15 000 euros par mois. D'où provient la fortune d'Omar Bongo ? Deux chèques découverts pendant les investigations de l'OCRGDF sont éloquentes. En février 2004, la femme du président (qui n'est pas membre du gouvernement) achetait une voiture de luxe Maybach, payée intégralement par le Trésor public gabonais : les enquêteurs français ont découvert un chèque de 390 795 euros, tiré sur le compte de la paierie du Gabon. Ce même compte, ouvert à la Banque de France, a également servi à financer

la moitié d'une Mercedes à 75 000 euros achetée en septembre 2006 à Paris par Pascaline Bongo, la fille du président.

En 1999, le Sénat états-unien enquêtait déjà sur l'origine de la fortune du président gabonais, mettant au jour de multiples comptes à Jersey, à Londres, au Luxembourg, à New York et en Suisse, pour un montant total dépassant les 130 millions de dollars. Selon la City Bank et les sénateurs états-uniens, « l'argent provenait d'une allocation budgétaire, 8,5 % du budget gabonais - soit 111 millions de dollars - étant chaque année réservés au président. [...] Les fonds gouvernementaux du Gabon sont bien la source première des avoirs se trouvant sur les comptes d'Omar Bongo ». [19]

Et pendant ce temps, le pays s'endette. Alors que le Gabon continue d'exporter plus de 13 millions de tonnes de pétrole brut par an, la dette publique contractée par Omar Bongo s'élevait déjà à 4 milliards de dollars en 2002. L'opulente fortune du chef d'État gabonais nous laisse présager des profits colossaux réalisés par Elf, Bolloré, Bouygues et toutes les multinationales profitant du pillage des ressources africaines, cela pendant que les populations de ces pays s'appauvrissent.

Mais revenons à la visite gabonaise de Nicolas Sarkozy. Ce jour-là, un journaliste questionne justement le président sur l'affaire des Biens mal acquis. Le président français, visiblement agacé, rétorque : « Si à chaque fois qu'il y a des enquêtes il faut arrêter nos relations, on ne les aurait pas arrêtées seulement du côté africain, si vous voyez ce que je veux dire... Attendez que la justice fasse son travail et on verra bien. » [20] Cette scène, qui montre le visage embarrassé du président Bongo, s'affiche sur plusieurs chaînes de télévision française à des heures de grande écoute.

Attendre que la Justice fasse son travail ? Le 13 novembre 2007, le parquet de Paris décide de classer cette enquête sans suite. Motif ? « Les investigations n'ont pas permis, en l'état, de mettre en évidence des infractions pénales », pourtant révélées par les deux chèques de la paierie du Gabon en France. Difficile de ne pas imaginer derrière cet opportun classement juridique, lorsque l'on connaît les détails du dossier, une décision politique prise au plus haut niveau.

Le 3 mars 2008, la chaîne de télévision France 2 diffuse cependant un reportage sur les Biens mal acquis, en particulier ceux d'Omar Bongo. La diplomatie gabonaise réagit aussitôt par un communiqué dénonçant un « acharnement médiatique » mettant « en péril l'intégrité physique (sic) [d'Omar Bongo] ainsi que celle de sa famille ». Quelques mois plus tôt, le dirigeant gabonais expérimentait déjà cette stratégie de victimisation. Le 2 décembre 2007, célébrant le 40e anniversaire de son arrivée au pouvoir, Omar Bongo dénonçait les « détournements », la « course pour l'enrichissement illicite », la « corruption » et « l'impunité ambiante » du reste de la classe dirigeante, accusant celle-ci d'avoir fait « main basse » sur les fonds destinés au développement : « Je sais que l'état de notre réseau routier, de nos infrastructures sanitaires et scolaires, de nos moyens de transport publics, a connu une grave dégradation [...] [le Gabon] est aujourd'hui affaibli par l'ethnisme, le clientélisme, l'affairisme, la corruption, la politisation outrancière, qui ont gangrené les pouvoirs publics. » [21] On n'eut pas dit mieux.

Source : Survie.org [Survie est une association (loi 1901) qui mène des campagnes d'information et d'interpellation des citoyens et des élus pour une réforme de la politique de la France en Afrique et des relations Nord-Sud.]

[1] RFI, 8 mai 2007.

[2] Rue Dosne, Paris XVIe. Cf. La Lettre du Continent, 16 février 2006, 29 juin 2006, 14 septembre 2006, 12 octobre 2006, 25 janvier 2007, 22

février 2007.

[3] L'Express, 18 juin 2007, scène également visible sur le site internet Dailymotion.

[4] Billets d'Afrique et d'ailleurs n° 141, novembre 2005.

[5] Cf. Noir Chirac, déjà cité.

[6] Rapport du PNUD 2007/2008.

[7] Rapporté dans Affaires africaines, Pierre Péan, Fayard, 1983.

[8] Cf. Noir Silence, déjà cité.

[9] Cf. Noir Procès, ouvrage collectif, Les arènes, 2001.

[10] ibid.

[11] L'Express, 18 juin 2007.

[12] Journal Du Dimanche, 18 Janvier 2008.

[13] La coalition internationale « Publish What You Pay », lancée en 2002, milite pour une plus grande transparence des entreprises et des États dans l'exploitation des ressources pétrolières et minières.

[14] Cf. communiqué de l'association Survie, 1er août 2008, disponible sur <http://survie.org>

[15] Remboursements annuels du capital et des intérêts de la dette.

[16] Les activités de Francis Rougier sont dénoncées dans Les pillards de la forêt, Arnaud Labrousse, François-Xavier Verschave, dossier noir n°17, Agone, 2002.

[17] Les résultats de cette enquête ainsi que celle réalisée par le CCFD sont rassemblés dans la brochure Biens mal acquis des dictateurs africains en France, brochure de l'association Survie, juin 2008, disponible sur <http://survie.org>

[18] Le Monde, 1er février 2008.

[19] L'Express, 8 juin 2000 et Rapport du Sénat américain, Private Banking and Money Laundering, 1999.

[20] Est républicain, 28 juillet 2007.

[21] AFP, 2 décembre 2007.